

Convention collective départementale
IDCC : 9331. – EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Gironde)
(1^{er} avril 2004)

(Etendue par arrêté du 13 août 2004,
Journal officiel du 4 septembre 2004)

AVENANT N° 31 DU 10 JUIN 2014

NOR : *AGRS1497250M*
IDCC : *9331*

Entre :
La FDSEA de la Gironde ;
Les entrepreneurs des territoires de la Gironde,
D'une part, et
Le SGA CFDT de la Gironde ;
L'UD CFTC de la Gironde,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans le cadre de la mise en conformité du titre VIII de la convention collective au décret n° 2012-25 du 9 janvier 2012 relatif au caractère collectif et obligatoire des garanties de protection sociale complémentaire et à la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi, les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés ont décidé de réduire à 6 mois la condition d'ancienneté pour bénéficier des garanties incapacité temporaire de travail et invalidité et de mettre en conformité la catégorie objective assurée.

Dans ce contexte, les organisations signataires ont également décidé de réviser les cotisations.
En conséquence, le titre VIII de la convention collective est modifié comme suit.

Article 1^{er}

Champ d'application

L'intitulé du titre VIII est remplacé par le suivant : « Titre VIII. – Garantie de ressources et régime de prévoyance des salariés relevant du champ d'application de la présente convention collective et non affiliés à l'AGIRC ».

L'article 57 « Prévoyance » est modifié et remplacé comme suit :

« Les dispositions du régime obligatoire de prévoyance s'appliquent aux salariés agricoles relevant du champ d'application de la présente convention collective et non affiliés à l'AGIRC.

Pour le bénéfice des garanties incapacité temporaire de travail et invalidité, il est exigé une ancienneté continue de 6 mois ou plus au sein de l'entreprise ou de l'exploitation.

L'ancienneté est réputée acquise au premier jour du mois civil au cours duquel le salarié acquiert ladite ancienneté. »

Article 2

Garanties

Les dispositions de l'article 59 « Garantie incapacité temporaire de travail » sont modifiées et remplacées comme suit :

« En cas d'arrêt de travail consécutif à une maladie ou à un accident, professionnel ou non, le salarié ayant une ancienneté continue au sein de l'entreprise ou de l'exploitation d'au moins 6 mois bénéficie d'une indemnité journalière en complément de celle versée par la mutualité sociale agricole.

L'indemnisation prend effet :

- soit dès le lendemain du dernier jour d'indemnisation par l'entreprise au titre de l'article 58 "Garantie de ressources" en cas de poursuite de l'arrêt ;
- soit, en cas de nouvel arrêt de travail n'entraînant pas la mise en œuvre de la garantie de ressources pour épuisement des droits à ladite garantie :
 - au premier jour d'absence lorsqu'il y a rechute de l'affection précédemment indemnisée, c'est-à-dire si la mutualité sociale agricole n'applique pas de délai de carence à ce nouvel arrêt ;
 - au premier jour d'absence si celle-ci est consécutive à un accident du travail ou à une maladie professionnelle, à l'exclusion des accidents de trajet ;
 - au huitième jour d'absence dans tous les autres cas. »

Les autres dispositions de l'article 59 sont inchangées.

Les dispositions de l'article 60 « Garantie incapacité permanente-invalidité » sont modifiées et remplacées comme suit :

« Le salarié ayant une ancienneté continue au sein de l'entreprise ou de l'exploitation d'au moins 6 mois bénéficie en cas d'incapacité permanente consécutive à un accident du travail ou à une maladie professionnelle au taux minimum de 66,66 %, ou en cas d'invalidité reconnue par la mutualité sociale agricole de 1^{re}, 2^e ou 3^e catégories telles que définies à l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale, du service d'une rente.

Son montant mensuel est égal à :

- pour les invalidités de 2^e ou 3^e catégorie ainsi que pour les incapacités permanentes consécutives à un accident du travail ou à une maladie professionnelle au taux minimum de 66,66 % : 67 % du salaire brut de référence sous déduction des prestations brutes versées par la MSA ;
- pour les invalidités de 1^{re} catégorie : 47 % du salaire brut de référence sous déduction des prestations brutes versées par la MSA.

Pour le calcul et le versement des indemnités versées au titre de la garantie invalidité, le salaire mensuel brut de référence est égal au douzième des salaires bruts globaux perçus par le salarié au cours des 12 mois civils ayant précédé la date de l'arrêt de travail ou du salaire moyen mensuel brut global calculé sur la période travaillée par le salarié si celui-ci a moins de 12 mois de présence dans l'entreprise ou s'il a fait l'objet d'une interruption d'activité pendant les 12 mois précédents. »

Les autres dispositions de l'article 60 sont inchangées.

Les dispositions de l'article 62.1 « Capital décès toutes causes » sont modifiées et remplacées comme suit :

« Son montant

En cas de décès toutes causes d'un salarié, il est versé un capital dont le montant est calculé en pourcentage du salaire brut de référence et en fonction de la situation familiale au moment du décès :

- quelle que soit la situation de famille : 100 % du salaire brut de référence ;
- majoration par enfant à charge : 25 % du salaire brut de référence.

Le salaire brut de référence servant au calcul du capital décès est le salaire annuel brut global soumis à cotisations sociales au cours des 12 mois civils ayant précédé le mois du décès.

Si le salarié ne compte pas 12 mois de présence dans l'entreprise avant la survenance de l'événement ou s'il a fait l'objet d'une interruption d'activité pendant les 12 mois précédents, le salaire brut de référence est calculé sur la base du salaire moyen mensuel du salarié multiplié par 12 mois. »

Sous réserve de ce qui suit, les autres dispositions de l'article 62.1 sont inchangées.

Les dispositions du premier alinéa du c de la définition du conjoint sont modifiées et remplacées comme suit :

« c) A défaut, le concubin du salarié, sous réserve que le concubin et le salarié soient tous les deux célibataires, veufs, séparés de corps ou divorcés, que le concubinage ait été établi de façon notoire ou déclaré comme tel au service du personnel de l'entreprise depuis plus de 1 an et que le domicile fiscal des deux concubins soit le même. »

Les autres dispositions relatives à la définition du conjoint sont inchangées.

Article 3

Cotisations

Le 2 « Taux de cotisations » de l'article 64 est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

« Le taux global des cotisations destinées au financement des prestations définies aux articles 59, 60 et 62 de la présente convention collective est fixé à 1,36 % du salaire de référence.

La cotisation est répartie comme suit :

- incapacité temporaire de travail : 0,47 % ;
- invalidité : 0,47 % ;
- garantie décès : 0,42 %.

Les cotisations sont révisables au 1^{er} janvier de chaque année en fonction de l'équilibre technique du régime et/ou des évolutions législatives et réglementaires, sous réserve du respect d'un préavis de 3 mois et après consultation des partenaires sociaux. »

Les dispositions du 3 « Répartition » de l'article 64 sont modifiées et remplacées comme suit :

« La garantie incapacité temporaire de travail est financée par le salarié.

La garantie invalidité est financée par l'employeur.

Le financement des garanties décès est réparti à hauteur de 60 % à la charge de l'employeur et de 40 % à la charge du salarié. »

Le 4 « Tableau des cotisations » de l'article 64 est modifié et remplacé comme suit :

(En pourcentage.)

GARANTIE	PART employeur	PART salarié	TOTAL
Décès (décès, IAD ⁽¹⁾ , rente éducation, allocation obsèques)	0,25	0,17	0,42
Incapacité temporaire	–	0,47	0,47

GARANTIE	PART employeur	PART salarié	TOTAL
Invalidité	0,47	–	0,47
Total	0,72	0,64	1,36
(1) Invalidité absolue et définitive.			

Article 4

Extension. – Entrée en vigueur

Le présent avenant, dont les parties signataires demandent l'extension, entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2015 dès lors qu'il aura été étendu à cette date. Le cas échéant, il entrera en vigueur au premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Article 5

Dépôt

Le présent avenant sera établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Bordeaux, le 10 juin 2014.

(Suivent les signatures.)